



Ile-de-France

Congrès régional Ile-de-France

Samedi 30 mai 2015
de 14h à 17h30

IVRY-SUR-SEINE (Seine-et-Marne)

Espace Robespierre - 2 rue Robespierre

STATION MAIRIE D'IVRY : métro / bus / vélib'

(voir détails sur la convocation jointe)

› **LE MATIN** DE 10H À 12H30

se tiendra le **FORUM RÉGIONAL**

pour la préparation des listes des candidat/es
aux élections régionales

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET RAPPORT FINANCIER
MOTIONS D'ORIENTATIONS RÉGIONALES
MOTION PONCTUELLE RÉGIONALE

Sommaire

PAGES 3-4 **RAPPORT D'ACTIVITÉ**
par le bureau exécutif régional

PAGES 5-6 **RAPPORT FINANCIER**
par le trésorier régional

Motions d'orientations régionales

PAGES 7-8 Motion d'orientation A
L'ÉCOLOGIE D'ABORD

PAGES 9-10 Motion d'orientation B
Motion commune Avenir Ecolo - LOVE - LMP - Objectif Terre
L'ÉCOLOGIE EN MOUVEMENT

PAGES 11-12 Motion d'orientation C
**ESPOIR ET RESPONSABILITÉ POUR L'ÉCOLOGIE
EN ILE-DE-FRANCE (ERE)**

PAGES 13-14 Motion d'orientation D
POUR UNE ÉCOLOGIE CITOYENNE ET INCLUSIVE

Motion ponctuelle

PAGES 15 **APPLICATION DE LA PROPORTIONNELLE
POUR LA DÉSIGNATION DE LA SUITE DE LISTE
DES CANDIDAT.E.S AUX RÉGIONALES D'ÎLE-DE-FRANCE**

Rapport d'activité

Mai 2013 - mai 2015 : un parti bien vivant !

A l'issue du congrès régional du 15 juin 2013, un nouveau Conseil Politique Régional (CPR) a été mis en place. Il a désigné un Bureau Exécutif Régional (BER), composé autour de trois pôles :

Pôle gestion

Cosecrétaires : Annie LAHMER et Jean-Luc DUMESNIL

Trésorier : Henrique PINTO

Chargée des adhésions : Anne LE GUENNIUO

Chargée des Groupes locaux et de l'accueil : Claire CARRÉ

Pôle animation politique

Chargé des élections et des élu/es : Rodéric AARSSE

Chargée du programme et des commissions : Aminata NIAKATE

Pôle relations extérieures

Porte-parole, chargé de la communication : Juliette HOSTEN

Porte-parole : Rodrigo ARENAS (remplacé par Jean-Marc DENJEAN au CPR du 23/03/15)

Chargé des campagnes et actions, des acteurs sociaux et des forums thématiques : Wandrille JUMEAUX

Le BER est composé de militante/es bénévoles. Il a tâché, dans une ambiance conviviale, d'animer notre parti, en Ile-de-France, durant ces deux dernières années. Il a œuvré à gérer le parti, mais aussi à en assurer une animation politique avec la volonté d'associer l'ensemble des adhérent/es. Politiquement, ces deux années ont été marquées par trois campagnes électorales : les élections municipales en mars 2014, les élections européennes en mai 2014 et les élections départementales en mars 2015.

LES ÉLECTIONS

Les élections ont fait l'objet d'une préparation et d'un suivi entre le BER, les départements, les groupes locaux et les candidats. Nous avons mis en place des modalités de désignation des candidats, un suivi des Assemblées Générales, et veillé au respect des règles démocratiques et des statuts, à l'apaisement et à la résolution des conflits si nécessaire... Du matériel de campagne régional et national mutualisé a été imprimé et mis à disposition, voire parfois livré directement dans les départements.

Lors des **élections municipales**, les listes écologistes ont fait de bons scores au premier tour. Nous avons obtenu plus d'élu/es que dans le mandat précédent, notamment à Paris. Mais de nombreuses municipalités ayant été perdues par la gauche au second tour, beaucoup d'élu/es se retrouvent aujourd'hui dans l'opposition à la droite.

Les **élections européennes**, importantes pour notre parti, nous ont permis, dans un contexte politique difficile de faire élire Pascal DURAND et Eva JOLY avec 9,68 %.

C'est en toute responsabilité qu'en Ile-de-France, les adhérent/es d'EELV ont choisi différentes stratégies pour les **élections départementales** (autonomie, alliance avec le Front de Gauche, avec le Parti Socialiste, rassemblement citoyen...). Chacune de ces stratégies avait le même but : faire avancer le projet écologiste dans les urnes, les institutions et les esprits. Hélas, le scrutin majoritaire ne nous a permis d'avoir que 5 élu/es (4 femmes et un homme).

Il convient par ailleurs de souligner **le soutien financier apporté par la région pour les élections municipales et départementales**. Grâce à une bonne gestion, nous avons pu apporter de la trésorerie aux candidat/es ou des garanties d'emprunts. Notre trésorier en a assuré le suivi. Les candidat/es qui n'ont pas passé la barre fatidique des 5% ouvrant le droit au remboursement de l'Etat, ont pu bénéficier d'une prise en charge plafonnée de leurs dépenses.

LES ÉCOLOGISTES EN ACTION ET EN COHÉRENCE DANS LES INSTITUTIONS ET SUR LES TERRITOIRES

Nous avons mis en place une information sur les manifestations et organisation des points de rassemblement. Nous avons organisé deux déplacements en autocars à Notre-Dame des Landes en novembre 2013 et février 2014. Nous avons été présents dans de nombreuses manifestations comme le 1er mai, marche pour le climat, pour le mariage pour tous, pour Gaza, pour les droits des Femmes le 8 mars, contre le nucléaire... Nous avons assuré un suivi de relations avec des collectifs (NDDL, Sivens, Tafta, les Engreniers, Alternatiba...) et certaines associations (FNE, Sortir du Nucléaire, Attac...).

Nous avons poursuivi et amplifié l'organisation de forums thématiques : deux pour les municipales en octobre 2013, janvier 2014 ; un pour les départementales en janvier 2015 ; un pour les régionales, sur le bilan, avec les élu/es régionaux en novembre 2014... jusqu'aux forums de préparation des régionales d'avril 2015.

DES OUTILS POUR COMMUNIQUER ET AGIR

Outils, matériel militant, kits graphiques, nous avons mis à disposition des militant/es des outils dématérialisés sur : TAFTA, l'inscription sur les listes électorales, le logement, les retraites, l'énergie, le 1^{er} mai, les municipales, le climat, le nucléaire, le passe navigo à tarif unique...

Tracts, affiches, drapeaux, T-shirts, autocollants, badges... ont été mis à disposition des militant/es sur l'ensemble des campagnes.

Des distributions simultanées (vagues verts) du magazine national *Ecolonews* et de l'*Ecoloplus* régional avec le bilan des élus régionaux ont été organisées. Les militants sont venus tirer des tracts locaux rue d'Arcueil. Les locaux ont été rénovés. Le secrétariat régional est désormais ouvert du lundi au samedi.

La plateforme des écolosites fait progressivement basculer tous les anciens « thèmes » EELV, nous avons donc opéré un travail technique de longue haleine pour assurer cette transition. Il reste une maintenance à faire pour corriger les bugs restants, notamment sur l'outil newsletter et offrir des formations.

La gazette EELV IDF a été préparée et envoyée chaque semaine sur la liste idf-infos. Vert Contact a été préparé, publié et envoyé par courrier aux adhérents à un rythme de 4 numéros par an.

Quelques chiffres :

- › Nos **plateformes de veille** recueillent les informations de plus de **190 blogs**
- › Sur le **site régional**, nous avons publié **825 articles d'actualité** (actualités, communiqués, à suivre et agenda)
- › Notre compte **twitter** a été créé à l'automne 2013, et ce sont 3630 tweets suivis par **1346 abonnés**
- › Notre compte **facebook**, également créé à l'été 2013, est suivi par **600 personnes**.

La tenue d'ateliers de formation à la communication lors des Forums régionaux a eu le mérite de sensibiliser nombre de militantes et militants à la nécessité de valoriser leurs actions en les publiant. Nous avons eu le plaisir de constater une nette amélioration et accélération du partage d'information suite à ces ateliers. Beaucoup reste à faire pour fluidifier la communication interne et externe, mais la mise en place d'outils pérennes qui a été mise en œuvre est encourageante pour l'avenir.

UN TRAVAIL DE RÉFLEXION

Le Conseil Politique Régional, instance politique régionale décisionnaire, se réunit tous les mois. Un temps est réservé en première partie de réunion au débat politique. Ainsi a-t-il pu échanger avec les vice-président/es sur les politiques régionales, Pascal Durand, député européen... Nous avons eu des débats de fond nous permettant de prendre des décisions régionales comme dernièrement sur l'aménagement ou l'organisation des Jeux Olympiques...

Suite à un appel aux militant/es à participer ou animer les commissions thématiques, le CPR a relancé ou créé des commissions régionales. Ainsi, en plus des commissions transports, agriculture et Aménagement du territoire, rebaptisée Aménagement - gouvernance des territoires, le CPR a installé les commissions Développement économique, Ecosyndicalisme - Travail - Economie Sociale et Solidaire, Education - Formation professionnelle, Logement - Habitat, Quartiers populaires et l'Observatoire de la diversité. Des moyens ont été mis à leur disposition. Ce travail reste à approfondir.

Un groupe de travail a été mis en place en vue des élections régionales, associant pour l'instant le BER, les responsables des commissions et le groupe des élu/es au Conseil régional.

LES ADHÉSIONS

Nous étions environ 2700 adhérent/es lors de notre congrès il y a deux ans, nous sommes **plus de 3000** en ce printemps 2015. Ces chiffres font mentir celles et ceux qui prétendent que nous avons perdu la moitié de nos adhérent/es ! On peut rappeler qu'avant 2011, Les Verts n'avaient jamais dépassé les 2000 adhésions en Ile-de-France.

La gestion des adhésions est une lourde tâche administrative. Nous disposions d'un outil obsolète. Depuis janvier 2015, nous disposons d'un nouvel outil. Les ajustements nous ont perturbés, mais nous fondons de grands espoirs sur ce nouvel outil qui permettra d'ici quelques mois à chaque adhérent/e d'avoir accès à sa fiche, à chaque responsable de groupe local, à chaque secrétaire départemental d'avoir accès directement aux données concernant les adhésions sur son territoire.

Les débats du CPR étaient limités par le temps nécessaire à la gestion administrative des adhésions. Une commission a été mise en place afin de suivre l'instruction des adhésions. Elle donne un avis au BER qui valide les adhésions par délégation du CPR.

LES GROUPES LOCAUX ET LES COORDINATIONS DÉPARTEMENTALES

Les Groupes Locaux structurent le parti sur les territoires. Ils ont pu faire appel au soutien de la région pour les aider dans leur organisation. Le secrétariat régional est à leur disposition 6 jours sur 7 désormais.

La carte des groupes locaux a été révisée pour l'ensemble du territoire régional et adaptée à l'évolution de la vie des Groupes Locaux (GL). La coordination avec les Bureaux Exécutifs Départementaux (BED) a été renforcée.

Le BER a été amené à se déplacer régulièrement sur toute la région pour organiser des réunions de GL en conflit ou pour leur apporter un soutien d'organisation. Il a aussi participé à des réunions de Conseils Politiques Départementaux (CPD).

Une après-midi de formation *Comment animer son GL ?* a été organisée le 15 novembre 2014, en présence d'une cinquantaine de militant/es. Elle a été l'occasion de réaliser et diffuser des fiches thématiques sur le GL et son fonctionnement.

La Commission Régionale de Prévention et de Résolution des Conflits (CRPRC) a été mise en place pour instruire des dossiers sur certains conflits, permettant grâce à un travail conséquent d'éclairer les décisions du CPR.

Enfin, il faut remercier nos salarié/es qui assurent le suivi de nos travaux et nous accompagnent dans notre militance avec compétence et gentillesse.

Avec nos différences, nous avons su faire vivre ensemble notre parti durant ces deux années.

EELV Ile-de-France est en ordre de marche pour affronter les échéances à venir.

LE BUREAU EXÉCUTIF RÉGIONAL

Rapport financier

Clôture des comptes 2014

L'année 2014 se traduit par un déficit de 74 762 €. Ce déficit provient de la solidarité électorale avec les candidat/es aux municipales. En tout, la Région a pu mobiliser plus de 400 000 € (prêts + participations). Elle a finalement supporté environ 145 000 €.

› **Le résultat courant**, lui, reste bénéficiaire à 70 k€ comme en 2013, mais il est divisé par plus de deux par rapport à l'année 2012 (180 k€)

› **Les cotisations des élus** sont en baisse. Le versement de ces cotisations a eu du mal à se mettre en place après les municipales, mais les situations se régularisent. Par ailleurs, certains élu/es régionaux ne sont plus membres d'EELV.

› **Le financement public** se maintient à un peu moins de 50 000 € et les dons « normaux » sont constants autour de 4 000 €.

› **Les réserves bancaires** de la région Ile-de-France s'élevaient au 31 décembre 2012 à 483 k€. Ces réserves nous permettent d'aborder sereinement dans les mois qui viennent la campagne des régionales.

› **La dette du national envers la région Ile-de-France** est passée de 565 k€ au 31/12/2012 à 452 k€ au 31/12/2014 et pour les présidentielles il ne reste plus que 83 k€ soit au 31/12/2014 une dette globale de 535 k€. Nous soutenons le national pour gérer sa trésorerie en ce début d'année, la somme de 150 k€ a été prêtée pour quelques mois.

Depuis 2012, les comptes courants départementaux ont été fermés. Ils ont chaque année un budget alimenté par les cotisations de leurs élu/es (municipaux et départementaux) et des adhérent/es. Ce budget leur permet de faire face à leurs dépenses de fonctionnement.

Nous fournissons tous les mois aux trésoriers départementaux un état de comptabilité analytique faisant ressortir les versements des cotisations des adhérents et des

élus ainsi que les dépenses, et également aux secrétaires et trésoriers départementaux les états de versement des cotisations des élus locaux.

Cette fusion des comptabilités des départements a apporté une grande simplification dans les procédures comptables et une meilleure homogénéité entre les départements, tout en laissant aux trésoriers départementaux la maîtrise de leurs budgets annuels.

Je tiens à remercier les trésoriers et les secrétaires départementaux pour leur gestion raisonnable et rationnelle des dépenses. L'effort de solidarité devra se poursuivre en 2015 pour permettre à l'ensemble des départements de faire totalement face à leurs dépenses. Je tiens à remercier vivement le chef comptable pour le travail fourni.

L'année 2015, mais surtout l'année 2016, peuvent voir une partie de nos recettes changer fortement, les cotisations des élu/es régionaux représentant environ 25 % de nos recettes. Notre parti est aujourd'hui prêt à aborder les prochaines élections sans a priori. Et il est temps que l'écologie en Ile-de-France soit en tête au premier tour des élections régionales pour changer réellement nos vies.

Henrique PINTO

Trésorier EELV Ile-de-France

[Tableau des résultats page suivante →](#)

Rapport financier

Clôture des comptes 2014

| RÉSULTATS CONSOLIDÉS COMPARÉS RÉGION ILE-DE-FRANCE | | | | |
|---|----------------|-------------|------------------|-------------|
| | 2013 | % | 2014 | % |
| Vente produits annexes | 330 | 0% | 246 | 0% |
| Refacturation candidats élections | 71 361 | 7% | 279 991 | 27% |
| Dons | 14 889 | 2% | 3 825 | 0% |
| Financement public | 48 910 | 5% | 49 739 | 5% |
| Adhésions nettes | 248 171 | 25% | 227 634 | 22% |
| Contributions élu-es | 532 054 | 54% | 432 946 | 41% |
| Autres produits & produits financiers | 68 126 | 7% | 56 594 | 5% |
| TOTAL PRODUITS (A) | 983 841 | 100% | 1 050 976 | 100% |
| Achat fournitures et matériels | 20 174 | 2% | 17 669 | 2% |
| Achat études et prestations services | 35 558 | 4% | 43 254 | 4% |
| Locations copieurs & reprographie | 42 683 | 4% | 41 281 | 4% |
| Locations immobilières | 109 367 | 11% | 122 481 | 12% |
| Charges loc entretien réparation | 24 511 | 2% | 17 773 | 2% |
| Assurance & divers frais | 13 865 | 1% | 15 131 | 1% |
| Intermédiaires et honoraires | 20 415 | 2% | 20 389 | 2% |
| Meeting, tirages, copies, publications | 244 855 | 25% | 218 277 | 21% |
| Déplacements missions et réceptions | 37 572 | 4% | 17 851 | 2% |
| Frais postaux et de télécommunication | 25 500 | 3% | 33 823 | 3% |
| Frais bancaires | 4 453 | 0% | 5 791 | 1% |
| Impôts et taxes | 14 810 | 2% | 4 958 | 0% |
| Salaires | 210 448 | 21% | 284 178 | 27% |
| Cotisations sociales | 81 724 | 8% | 111 993 | 11% |
| Charges financières | 3 124 | 0% | 6 866 | 1% |
| Amortissements immobilisations | 16 980 | 2% | 18 366 | 2% |
| TOTAL CHARGES COURANTES (B) | 906 041 | 92% | 980 083 | 93% |
| RÉSULTAT COURANT : C = (A-B) | 77 800 | 8% | 70 894 | 7% |
| Solidarité électorale & charges except (D) | 15 821 | 2% | 145 656 | 14% |
| RÉSULTAT FINAL : E = (C-D) | 61 979 | 6% | -74 763 | -7% |

MOTION D'ORIENTATION A

L'écologie d'abord

Après les succès des élections régionales de 2010 et cantonales de 2011 qui ont développé notre implantation et porté un groupe écologiste important à la Région, nous venons de vivre deux séquences électorales qui ont provoqué un net recul de notre présence dans les exécutifs locaux.

À l'exception du noyau de l'agglomération francilienne – avec Paris qui résiste –, la gauche a subi une sévère défaite. Elle a perdu la majorité dans l'Essonne et en Seine-et-Marne. Aucune formation de gauche n'a été épargnée. Le PC a perdu des fiefs historiques comme Bobigny, Bagnolet, Villejuif ou Saint-Ouen. Les conséquences du basculement à droite de nombreuses municipalités se font déjà sentir, en particulier dans les domaines de la santé, du logement social, de la solidarité, de l'action culturelle.

Les écologistes ne s'en sortent pas mieux. Le nombre d'exécutifs municipaux où nous étions présents a diminué de moitié. À Montreuil, nous restons forts dans l'exécutif, mais le poste de maire revient au PCF. Sevran et Arcueil sont conservés grâce à l'équation personnelle des maires sortants. Nous n'avons plus que 5 conseillers départementaux dans 3 départements, au lieu de 9 dans 7 départements.

Les causes sont, en grande partie, d'ordre national. La gauche gouvernementale n'a pas répondu aux attentes de ses électeurs. Les conséquences de la crise de 2008 persistent. Le discours officiel sur le retour de la croissance n'est pas crédible. Le chômage progresse. Les inégalités sociales et territoriales se creusent. Les réformes engagées sont longues à produire des effets perceptibles et rencontrent la résistance des conservatismes, des corporatismes, des lobbies.

Les discours contradictoires, les atermoiements et les postures d'une gauche divisée sur les questions économiques, notamment, ont participé à son discrédit. La stratégie électorale d'EÉLV, en rupture avec nos alliances précédentes, a contribué à brouiller notre image. Quant aux acquis des majorités sortantes et l'action de nos élus.es dans les territoires, ils n'ont pas été mis assez en valeur. En cela, la majorité actuelle du CPR et du BER porte une responsabilité.

Les écologistes au cœur des politiques publiques régionales

Il serait tout aussi désastreux de commettre les mêmes erreurs stratégiques et de communication pour les élections régionales. Nous, écologistes, revendiquons un bon bilan dans des domaines de compétence et d'intervention de la Région, et parmi les plus essentiels pour nos concitoyens, ou dans des secteurs innovants : santé et environnement, logement, transport, aménagement du territoire, solidarité, handicap, économie sociale et solidaire, climat-énergie, recherche, agriculture bio.... Malgré les obstacles, les oppositions et parfois les échecs, nous avons impulsé, réorienté la politique régionale, imprimé la marque de l'écologie. La création du Pass Navigo unique est emblématique de notre capacité à obtenir un succès au bénéfice des Franciliens.

Parce qu'il ne saurait y avoir de bonne politique qui n'ait l'écologie pour ambition, l'enjeu majeur de notre congrès régional est de nous renforcer pour faire gagner l'écologie en décembre prochain, et de rassembler les écologistes

autour d'un pacte écologiste qui assure une majorité de coalition de progrès écologique et social.

L'Île-de-France face à la crise sociale...

Notre région doit réduire les fractures territoriales et sociales qui résultent d'un développement mal maîtrisé et de politiques incohérentes depuis des décennies. À la spéculation foncière et immobilière répond l'insolente confrontation entre la richesse et la pauvreté. À la croissance égoïste du cœur urbain répond la relégation ou « l'oubli » des territoires à dominante rurale.

Comme toutes les conurbations du monde l'Île-de-France est une terre d'immigration, d'accueil, de brassage dont la réalité sociale est un impensé de la plupart des discours politiques, et rarement incarnée par des élus.es aux divers échelons de nos institutions. La ségrégation liée aux origines accentue et épouse les contours de la relégation sociale. La « crise des banlieues » est la conséquence de la marginalisation des habitants des quartiers populaires et la dégradation des services publics et de proximité. La ségrégation spatiale conforte la ségrégation sociale. Ce défi de civilisation suppose une politique d'aménagement concertée, le retour des services publics, le développement de la formation professionnelle, l'innovation économique, le soutien au tissu associatif décousu par les exécutifs de droite.

... et écologique

L'agglomération francilienne paye un lourd tribut à la mobilité individualiste : préemption de l'espace public, engorgement, pollution de l'air, bruit, dépendance aux hydrocarbures, gaspillage... Nous devons favoriser le maillage des transports publics et dynamiser les transports alternatifs à la voiture.

L'étalement urbain s'est développé au détriment des espaces agricoles et des espaces naturels. La concentration des activités financières et commerciales soumises à la rentabilité spéculative a accentué les déséquilibres du développement entre les territoires, défait le tissu industriel, saccagé l'emploi.

Plus de la moitié de la superficie de l'Île-de-France est composée d'espaces naturels et agricoles. Le SDRIF les protège, mais de grands projets inutiles les menacent. Nous devons faire de l'Île-de-France LA région des circuits courts, de l'agriculture biologique, de l'économie circulaire, des transports partagés. Valoriser les atouts de la ruralité est aussi une urgence. Nous sommes à l'origine des politiques de préservation de la biodiversité. Notre région doit être celle qui, non seulement ne perd plus d'espèces, mais celle de leur réintroduction.

Un pacte écologique pour l'Île-de-France

Les grandes métropoles concentrent l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre. La COP 21 offre à l'Île-de-France l'occasion de monter en première ligne du combat contre le réchauffement climatique et pour le maintien des équilibres de la biosphère.

Les élections régionales et la COP 21 sont autant d'échéances importantes pour présenter des projets ré-

alistes de développement durable, fédérateurs pour tous les écologistes, les associatifs, les acteurs économiques.

Pour cela, nous proposons l'organisation de cinq grands forums citoyens en lien avec les thématiques portées par nos élus.es :

- climat-énergie ;
- santé-environnement ;
- cosmopolitisme et immigration - solidarité ;
- transports et déplacements ;
- habitat et logement

Ces forums seront préparés avec l'ensemble des acteurs concernés de chaque domaine : mouvements et associations écologistes, syndicats, professionnels, entrepreneurs, usagers. Ils feront l'objet de réunions décentralisées dans la région à partir des problématiques locales et de la spécificité des territoires.

La synthèse des réflexions et des propositions constituera une plate-forme commune d'actions, qui donnera lieu à une initiative propre à chaque thématique avant fin octobre, en accord avec les calendriers de la COP 21 et des élections régionales.

Renforcer un mouvement écologique à la hauteur des enjeux

L'autonomie politique de l'écologie suppose l'émergence d'un vaste mouvement d'opinion et son incarnation dans laquelle une large partie de la société se reconnaît. La création d'EÉLV en tant que formation politique associée à un réseau de coopérateurs portait cette ambition. On sait ce qu'il en est advenu, faute de réelle volonté. Il n'est pas trop tard pour redonner vie à cette belle idée. Le prochain CPR devra s'attacher à favoriser et à aider à la synergie des groupes locaux avec les réseaux écologistes et sympathisants.

La parole et l'influence d'EÉLV resteront minorées tant que notre formation ne sera pas capable de sortir d'un entre soi qui exclut plus qu'il n'accueille, et tant qu'elle ne confrontera pas ses modes de pensée aux réalités de la gestion de l'économie et du social.

L'écologie politique restera fragilisée tant que nous ne déciderons pas, dans un élan commun, d'être un parti résolument ouvert qui accepte le débat d'idées, un parti qui ne stigmatise pas, mais qui valorise les initiatives avec le souci de l'efficacité de leur mise en œuvre. Un parti divers à l'image de notre société, riche des apports de ses différences. Un parti qui forme ses militants de manière critique et exigeante.

Le prochain CPR devra encourager les adhésions et donner mandat au BER pour assurer une procédure fluide et transparente en liaison avec les groupes locaux et les départements pour veiller aux conditions d'un accueil convivial des nouveaux adhérents.

Respecter les principes fondamentaux de notre mouvement

Parti fédéraliste, EÉLV doit appliquer le principe de subsidiarité sans ingérence ni tutelle, dans le respect des décisions collectives prises à chaque échelon.

La règle de la proportionnelle et les droits de minorité politique doivent être appliqués dans les instances et le fonctionnement du parti. Celui-ci appartient à tous les adhérents, et nul ne saurait se prévaloir d'un statut autre que celui qui correspond aux fonctions internes et aux mandats externes démocratiquement votés ou décidés.

La Commission Régionale de Prévention et de Résolution des Conflits doit retrouver sa vocation de médiation sans se muer en tribunal. Elle adoptera une charte de bon fonctionnement des groupes locaux.

Les conflits d'intérêt entre responsabilités internes et relations commerciales ou professionnelles avec le parti doivent être prévenus.

Lors de la création d'Europe Écologie Les Verts, nous voulions offrir aux électeurs un parti ouvert, imaginatif, dynamisé, festif, bienveillant, intelligent.

Renouons avec cette ambition. Il n'est que temps !



PREMIER/ES SIGNATAIRES DE LA MOTION D'ORIENTATION L'ÉCOLOGIE D'ABORD

AGNES Loïc 75, AÏCHI Leila 75, BAUPIN Denis 75, BELKHODJA Catherine 75, BENHAÏM Frédéric 75, BOURDEIX Bernard 75, BRUN Frédéric 75, CAZAL Maggie 75, CHOUIKHI Nadia 75, CRIVELLO Opale 75, d'AMBRA Anne 75, DELAMARRE Gaele 75, DESESSARD Jean 75, DRABLA El Keir 75, EL ROBRINI Aouicha 75, FILLON Guillaume 75, IRAQUI Hassan 75, LAVILLE Nathalie 75, LECHATTELLIER Laure 75, LETELLIER Fabien 75, LION Robert 75, MARTIN Renaud 75, MEIRINGER Alice 75, PASQUET Jean-Jacques 75, PAULEAU Gregory 75, PEIRANO Albert 75, PELLADEAU Bernard 75, PIRAN Aksel 75, ROSSIGNOL Christophe 75, TETAUD Anne 75, YVERNAT Michel 75, AKUMBUM Jacob 77, AMAR Smahane 77, BAKHAYOKHO Djibril 77, CHA-DESSOLIER Amandine 77, DANG Nicolas 77, De SOUZA Brice 77, GARBELL Camille 77, KHIARI Sabine 77, KHOU Khuon 77, LE Thanh Xuan 77, LEBDI Safia 77, LUU Anh-Tai 77, MJATI Zine-Eddine 77, PAYS Liliane 77, PHAM PHU Cuong 77, PRAVIXAY Lysette 77, PRAVIXAY René 77, PRIOU Nicolas 77, TRAN QUAN Hélène 77, TREGOAT Yvon 77, EL ADAOUI Abdellah 78, MIRAND Murish 78, SALAH Anouar 78, BELFADIL Ilias 91, BELFADIL Mohamed 91, BELFADIL Zoubida 91, BONZANI Laurence 91, BORGES Ségolène 91, BORGES Rui 91, BRÛLE Jean-Marc 91, CHERANE Ali 91, CHERANE Nadia 91, CHERANE Rabah 91, , DJOUADI Idris 91, KARA Dehbia 91, MOKRANI Zohra 91, PASQUET Jean-Marc 91, PERARD Hervé 91, PLACE Jean-Vincent 91, SAMSON PERRIN Valérie 91, SERNA-CHARPENTIER Jacques 91, ADICEAM Georges 92, AHAMADA Faouzi 92, BEN MALEK Farid 92, BOUDAILLIEZ Pierre 92, BRENUGAT-VALPREDA Pierre 92, CHAIMOVITCH Patrick 92, CLOAREC Dominique 92, CRUSE Yann 92, DEFFARGE Sophie 92, DELRIEU Denis 92, DENJEAN Jean-Marc 92, FONTANEL Benoît 92, FRAGER Dominique 92, KASMI Ismahan 92, KASMI Samia 92, LOISELET Eric 92, LOISELET Isabelle 92, ROBERTY Leonie 92, ROBERTY Olivier 92, SAYAH Sayah 92, ABREU LEITAO Fabienne 93, ABREU LEITAO Jose Pedro 93, ALPHONSE Mireille 93, ARENAS Rodrigo 93, BERREBIH Abdallah 93, BERREBIH Mohamed 93, BERREBIH Kheira 93, BERREBIH Lhaouari 93, CHABROT Béatrice 93, CHABROT Brigitte 93, CONTAT Franck 93, DELPEYROU Didier 93, DEVILLE Elisabeth 93, DHARMERAJA Hawthaman 93, DORMY Nathalie 93, DUBOIS-DECUZZI Adriane 93, GATIGNON Stéphane 93, GAUDIN Christian 93, GAULT Rodolphe 93, GRADWOHL Frédéric 92, HEUGAS Anne-Marie 93, JOAO Valérie 93, JOAO Denis 93, JOSEPH MELCHIOR Dharmadevi 93, JOSEPH MELCHIOR Francis 93, KETERS Marjorie 93, LEBIK Ahmed 93, LEBIK Idir 93, LOST Philippe 93, MAURICE-BELLAY Janine 93, MEDJALDI Mouloud 93, MEDJALDI Khadija 93, MELLITI Angélique 93, MENHOUDJ Halima 93, MENHOUDJ Mourad 93, MEZIANE Ali 93, MIRE Habib 93, MOREIRA Georges 93, MOREIRA Nassera 93, MOUKA Yazine 93, MOUKA Farida 93, RACHEDI Hakim 93, RACHEDI Nawel 93, RACHEDI Ouardia 93, RACHEDI Samir 93, ROBINET Raymond 93, SAHOUM -ATIF Jamila 93, SEGHIRI Abdelkrim 93, THOMAS Claire 93, VAN-CRACYNREST Leila 93, VELTHUIS Martine 93, VIOZELANGE Carole 93, ZAÏD Nadia 93, ANEST Roland 94, AUBARD Jacques 94, BOULC'H Marianne 94, BOURIACHI Philippe 94, BROCHERIOU Thierry 94, CHAPPELLIER Bernard 94, COTIN Anita 94, CRUSE Yann 92, DUREL Bastien 94, DUSSUD Arnaud 94, FRANJOU Patrick 94, HADJIDJ Benyoucef 94, LAHRIM Soufiane 94, LE FLOCH Annick 94, MAMOUNI Hakim 94, MENDY Pierre 94, MENDY-CAYOUNGOU Fabrice 94, MENDY Yasi 94, MICHELOT Jean-Claude 94, PEREZ François-Xavier 94, PORCHE Marie-Françoise 94, PORCHE Mariette 94, VALLERAY Rosandre 94, VIENOT Pierre 94, BOURAKBA Abdelkrim 95, IMBERT Stéphane 95, MAMACHE Ahmed 95, MERT Sevinç 95, VUILLETET Guillaume 95,

MOTION D'ORIENTATION **B**

Motion commune Avenir Ecolo - LOVE - LMP - Objectif Terre

L'écologie en mouvement

Plus que des longs discours, la politique meurt du fossé croissant entre les discours et les actes. Les citoyen-ne-s sont de plus en plus nombreux à ne plus accorder leur confiance à des responsables politiques qui disent ce qu'il est bon de dire pour se faire élire puis oublient leurs engagements ou promesses une fois en responsabilité.

Au niveau national, ce décalage conduit le Parti socialiste et la gauche dans l'impasse. La politique social-libérale conduite par le président Hollande, qui aggrave les inégalités sociales et territoriales, provoque un désarroi profond à gauche. La montée de l'abstention et les défaites aux municipales, européennes et départementales sont les symptômes les plus visibles d'une crise politique et culturelle plus grave, causée par l'incapacité de nos dirigeants à changer de logiciel de pensée et d'action pour répondre aux enjeux du 21^e siècle.

Chez les écologistes, ce décalage existe aussi. Les discours de « responsabilité » - de ceux qui juraient la main sur le cœur, que notre place était dans l'exécutif, quelles que soient ses orientations libérales et productivistes, pour peser et infléchir ses politiques - ont laissé place à un vif débat entre une minorité prête à tout pour revenir au Gouvernement et une majorité s'interrogeant sur le rôle critique que doivent jouer les écologistes au moment où leur principal partenaire s'égare dans un « réformisme d'accompagnement ».

Dans les débats internes, le contenu des textes et leurs nombreuses promesses s'effacent derrière des listes de signataires. Les engagements de congrès sont souvent oubliés par des responsables qui se consacrent à leur ascension politique. Pendant ce temps, notre parti peine à fonctionner correctement, à attirer de nouveaux adhérent-es (et à les garder) et souffre d'une image dégradée, causée par le combat sans fin de certains cadres et parlementaires sur nos divergences stratégiques, au point que **ces débats occultent nos propositions, nos actions et le travail de nos élu-es et militant-es** pour transformer la société et vivre mieux : c'est anormal !

Nous voulons rappeler que la responsabilité en politique implique le respect des engagements pris et une grande cohérence entre les paroles et les actes. **Plus que les grands discours sur les infimes nuances de notre projet écologiste pour la région, l'enjeu du congrès régional est de choisir les orientations politiques qui relèvent du niveau régional et de décider ce que nous ferons concrètement dans les 2 prochaines années pour faire progresser l'écologie en Ile-de-France !**

Loi sur la transition énergétique, COP21, mobilisation citoyenne pour le climat, réforme territoriale... L'année 2015 doit être écolo. Si nous n'agissons pas, elle sera un fiasco. Pour réagir et agir, nous voulons mettre l'écologie en mouvement.

Alors que notre parti s'institutionnalise et se professionnalise, il risque de se fragiliser s'il ne renforce pas dans le

même temps son pouvoir d'influence et d'action sur notre société. **Pour répondre à cet enjeu, il nous faut construire dès aujourd'hui au niveau régional un parti en mouvement.**

Un parti en mouvement, c'est :

- un parti au service de ses adhérent-es et groupes locaux,
- **un parti à l'écoute des citoyen-nes, en phase avec les évolutions de notre société,**
- un parti qui se renouvelle, capable de s'adapter aux nouvelles formes de militantisme,
- **un parti ancré dans les mouvements sociaux** porteurs de revendications écologistes, sociales et démocratiques,
- **un parti qui s'enracine dans les milieux populaires par un discours plus concret** partant de la vie des gens et faisant mieux le lien entre social et environnemental,
- un parti qui mobilise les citoyen-nes et qui milite sur le terrain auprès de ses alliés,
- **un parti de militant-es qui réfléchissent** et interrogent régulièrement celles et ceux qui peuvent nous aider à penser le monde et accompagner les changements que nous voulons voir venir,
- un parti qui tire pleinement parti de toutes les opportunités à agir pour diffuser sa vision de la justice climatique et ses propositions pour engager une transition dans tous nos territoires,
- un parti qui met en place des outils, savoir-faire, procédures et modes d'organisation pour construire l'avenir en renforçant nos groupes locaux en vue des prochaines échéances,
- **un parti qui s'organise collectivement pour mettre l'écologie en mouvement !**

Nos 7 propositions pour mettre l'écologie en mouvement

1. Assurer l'accueil des adhérent-es, sur la durée, car beaucoup d'adhérent-es mettent du temps avant de s'investir fortement dans le militantisme tel qu'il se pratique à EELV. Il ne suffit pas d'envoyer un livret d'accueil pour intégrer des nouvelles personnes, mais il convient de réorganiser, en lien avec les départements et groupes locaux, **des rencontres régulières d'accueil et de formation** pour les adhérent-es et coopérateurs-trices qui nous rejoignent.

2. Créer une vraie délégation à la formation des adhérents et à l'animation politique et intellectuelle d'EELV Ile-de-France. Nous regrettons que depuis 2 ans, EELV Ile-de-France n'ait pas pris l'initiative d'organiser des échanges avec nos parlementaires nationaux et européens, élu-es locaux et intellectuel-le-s sur des sujets autres que les élections à venir et l'action des élu-es régionaux. S'il n'est pas toujours facile de faire vivre des commissions thématiques régionales, nous pensons néanmoins qu'un parti qui ne réfléchit plus est un parti sans avenir. **Nous agissons pour qu'EELV Ile-de-France organise des événements trimestriels contribuant à l'animation politique et intellectuelle du mouvement.**

3. Favoriser le renouvellement, la formation et la circulation des militant-e-s aux postes de responsabilités. **Nos candidat-e-s au CPR et BER s'engagent à ne pas cumuler les fonctions internes et à démissionner s'ils n'ont pas le temps de participer régulièrement aux réunions.** Nous proposerons aussi un soutien plus fort au mouvement de jeunesse de l'écologie politique qui fait ses preuves dans son développement militant, en recrutant et formant nombre de jeunes qui rejoignent ensuite notre mouvement.

4. Améliorer notre communication – interne et externe. A moins de deux ans d'une échéance politique majeure, il est urgent de penser et travailler les mots et les images utilisés dans nos campagnes et discours **pour installer une écologie positive et désirable dans l'imaginaire collectif.** Nous voulons non seulement poursuivre le travail sur la communication digitale (réseau sociaux) et la publication régulière du Vert Contact envoyé à tous les adhérents par courrier, mais aussi améliorer notre site internet et la newsletter. Sur le numérique, nous devons reconquérir l'avance que nous avons sur les autres formations politiques. Au quotidien, **une réforme de nos listes internes est nécessaire pour permettre une meilleure diffusion de l'information sans encombrer nos boîtes électroniques.** Nous proposerons de distinguer les listes d'information et celles de discussions.

5. Renforcer le porte-parolat. La communication au niveau régional est limitée si elle n'est pas portée par des militant-e-s aguerris-e-s ayant une connaissance fine de notre Région et de ses adhérents. Le rôle des porte-parole régionaux doit être réaffirmé, **pour en faire des porte-voix au service des groupes locaux, qui se fassent l'écho des luttes et revendications écologistes en Ile-de-France.**

6. Repenser notre organisation régionale et départementale ! Premièrement, il est indispensable d'organiser une meilleure répartition des tâches et des délégations du BER qui oublie aujourd'hui des éléments aussi fondamentaux que la formation et l'animation politique et intellectuelle du parti. Deuxièmement, **nous proposons d'organiser les CPR les plus importants en journée le samedi** pour permettre à plus d'adhérent-e-s d'y participer et améliorer les conditions de nos débats. Troisièmement, **nous renforcerons la coordination politique avec le niveau départemental.**

Après la mise en place de réunion des Secrétaires Départementaux en 2013, **nous voulons poursuivre avec des réunions thématiques associant les animateurs régionaux et départementaux,** avant de soumettre nos propositions conjointes en CPR. Enfin, les élus régionaux doivent être des moteurs de la réflexion et de l'action dans les départements où ils ont été élus, et donc déjà être au maximum présents aux CPD.

7. Développer une culture du débat et des méthodes de conciliation. Au niveau du BER, nous voulons renforcer la collégialité et l'esprit d'équipe autour d'un projet constructif. Nous sommes toutes et tous concerné-e-s par la réussite de nos projets et le bon fonctionnement de nos instances. En période d'élections, la CRPRC (**commission régionale de prévention et de résolution des conflits**) ne dispose pas des moyens suffisants pour travailler efficacement et trop de différents perdurent. Son travail devra être facilité grâce à meilleur suivi et accompagnement par le BER ou le CPR.

Si elles sont co-élaborées et mises en œuvre, ces mesures contribueront à faire d'EELV Ile-de-France un parti-mouvement, un parti en mouvement ! Surtout, ce travail militant associé à une vision stratégique nourrira l'émergence naturelle et le renforcement durable d'une écologie en mouvement, plurielle car diverse, populaire car plus nombreuse, et conquérante car ambitieuse !

Enfin, notre mobilisation ne peut se limiter aux seules échéances électorales internes ou régionales. Notre parti en se développant et en changeant ses pratiques doit être un acteur reconnu et attractif de la transition écologiste en tant que force d'action et de proposition. **A nous de profiter de l'échelle de la région pour mettre celle-ci en mouvement : la COP 21 et les élections régionales sont une opportunité unique pour lancer cette dynamique citoyenne ! A nous de nous en donner les moyens.**

**Alors mettons-nous en mouvement
dès maintenant pour faire gagner
l'écologie en Ile-de-France !**



PREMIER/ES SIGNATAIRES DE LA MOTION D'ORIENTATION L'ÉCOLOGIE EN MOUVEMENT

Marie Aoustin (75), Chantal Ascoet (92), Pascal Audry (93), Marie-Hélène Bady (91), Guido Barbisan (92), Jean-Pierre Bastide (78), Julien Bayou (75), Francine Bavay (75), Linda Belacel, Gilles Benard (75), Serge Bibaut (77), Alain Boucher (93), Jacques Boutault (75), Ludovic Bu (93), Daniel Burette (94), Kathy Carime-Jalime (75), Yves Cochet (75), Jeanne Collin (93), Éric Coquelin (91), Xavier Cornet (94), Elina Corvin (95), Catherine David (95), Dominique De Coster (93), Pauline Dehany (75), Farid Djabali (77), Dina Deffairi-Saissac (93), François Delcambre (95), Eric Deorsola (91), Henri Descalzo (93), Arnaud Deschamps (91), Eve Desjardins (91), Manuel Domergue (75), François Doucet (94), Pierre-Nadir Doumandji (75), Véronique Dubarry (93), François Dubreuil (94), Julien Dussart (93), Rémi Fargeas (93), Corinne Faugeron (75), Lucie Ferrandon (93), Françoise Fiat (78), Alain Fournier (92), Anne Fournier (92), Marie-Claude Fournier (92), Vincent Gayrard (95), Jean-Pierre Girault (94), Jérôme Gleizes (75), Bernard Gougis (91), Neïla Hamadache (95), Hélène Harel (78), Rémi Houley (94), Nicolas Herve (75), Alain Jean-Joseph (94), Pierre-Yves Jourdain (75), Wandrille Jumeaux (93), David Jutier (78), Chekra Kaabi (92), Patricia Kasperet (91), Sylvain Kerspern (77), Lydia Labertrandie (77), Annie Lahmer (94), Jean Lafont (75), Anne Launay (91), Nathalie Launay (92), Anne Le Guenniou (92), Annick Lebourg (77), Martine Lebranchu (75), Gilles Lemaire (94), Jean-Pierre Lemercier (91), Marie-Geneviève Lentaigne (93), Florentin Letissier (75), Alain Lipietz (94), Brice Loemie (75), Jacqueline Lorthiois (95), Bernard Loup (95), Michèle Loup (95), Elise Lowy (91), Pierre Lucot (75), Vincent Madeline (75), Colin Maheugourmelon (92), Samuel Mallengau (93), Renaud Mandel (75), André Martin (95), Lucia Martini Scalzone (75), David Mbanza (92), Alain Mestre (94), Nadia Metallaooui (92), Patricia MilLOT (78), Odile Montagne (77), Bénédicte Monville (77), Yann Moreau (75), Florian Moreno (93), Jean Morlais (77), Pascal Piedeleu (95), Sonia Pignot (93), Michel Poirier (93), Marie-Catherine Poirier (92), Patrick Polverelli (91), Matthieu Ponchel (75), Alin Popescu (75), Michelle Priser (75), Frédéric Puzin (92), Sylvain Raifaud (75), Florence Rakocevic Meunie (94), Serge Rivret (75), Marion Robert (92), Emmanuel Rodriguez (95), Michel Rouyer (91), Laurent Saint Andre (75), David Santana (75), Sébastien Scognamiglio (92), Juliette Sniter (78), Pierre Stoerber (93), Gilles Thuillier (95), Marie Toussaint (95), Philippe Vicherat (75), Claude Vilain (75), Patrick Von Dahle (95), Jean-Louis Zentelin (75),

MOTION D'ORIENTATION C

Espoir et Responsabilité pour l'Ecologie en Ile-de-France (ERE)

Seule l'écologie politique apporte des réponses à une crise globale du système productiviste qui ruine les ressources naturelles de la planète et broie les personnes, ici et partout à travers le monde. Porter ces solutions et proposer une alternative à ce monde destructeur est la raison de notre engagement.

En 2013, nous écrivions déjà « En France, un an après les élections présidentielle et législatives, la politique menée par le gouvernement n'est pas à la hauteur des attentes. » Le moins que l'on puisse dire est que les événements ont amplifié ce constat. Nous ne pouvons assister sans agir à la conquête du pouvoir par une droite revancharde et réactionnaire.

Nous devons mobiliser autour d'un projet résolument écologiste pour incarner une alternative crédible et redonner espoir à une population qui a perdu toute confiance en ses représentants politiques.

C'est dans cette perspective que nous réaffirmons notre choix d'une stratégie d'autonomie contractuelle pour construire la transition écologique dont la société a tant besoin.

Porter un projet écologiste et solidaire, pour les territoires

Les écologistes doivent prendre toute leur part à la réorientation en profondeur des politiques publiques, en lien avec les citoyen/nes. Partout, ils sont porteurs de la transition vers un autre modèle de société, écologique, innovant et créateur d'emplois. A l'heure où l'ensemble des forces politiques teintent de vert leurs programmes, pariant sur la banalisation et la dénaturation de notre projet, l'autonomie de l'écologie politique est d'autant plus importante que le risque de dilution est grand. Le chemin de l'écologie politique passe par la nécessité d'agir pour convaincre et de réaliser pour démontrer.

En Ile-de-France, notre participation aux exécutifs ancre nos idéaux dans la réalité, et améliore le quotidien des franciliens sur un plan concret, visible. EELV s'est installé durablement dans le paysage politique, et ceux qui portent le message écologiste pèsent dans le débat public. Les écologistes doivent être en action et en cohérence, sur le terrain et dans les institutions, pour démontrer que la transition écologique est LA solution face aux crises.

Nous voulons prendre toutes nos responsabilités, passer des compromis et trouver les majorités nécessaires pour lutter en faveur de la cohésion entre les territoires, contre l'urbanisation des terres agricoles, l'exploitation du gaz de schistes, la précarité énergétique ou les paradis fiscaux, mais aussi pour innover, faire rêver, inventer un nouvel avenir, mettre en œuvre la transition énergétique, améliorer les transports et le cadre de vie, défendre la biodiversité sur nos territoires...

Renouveler les pratiques démocratiques, pour une démarche citoyenne

Le projet de réforme territoriale en Ile-de-France éloigne la participation citoyenne de la prise de décision. Il multiplie les strates là où le bon sens réclame une simplification. En confortant les baronnies locales et le cumul des mandats, il bafoue la représentation démocratique. Il fragilise l'échelon régional en éparpillant les compétences entre départements, métropole, intercommunalités, communes... Il maintient des incertitudes sur les compétences des collectivités. Il incarne la course à la croissance et à la compétitivité, divise les territoires et accroît la peur du déclassement et de la relégation de leurs habitants. Car à cette compétitivité globale et grandissante, beaucoup sont perdants, et une démarche à minima de réparation sociale n'est pas à la hauteur du défi d'inclusion sociale et territoriale qui nous est posé. Les précédentes séquences électorales ont sanctionné durement ce modèle du passé.

Nous voulons une région renforcée, démocratique et solidaire, où la bonne articulation entre les collectivités rend l'action publique efficace et lisible pour ses habitant/es.

Rassembler sur un projet écologiste pour gagner la région

Les élections municipales ont été l'occasion d'affirmer notre projet localement et d'entrer dans de nombreux conseils municipaux, même si trop souvent nos élus se retrouvent aujourd'hui dans l'opposition. Pour les élections départementales, c'est en toute responsabilité qu'en Ile-de-France, les adhérent/es d'EELV ont choisi différentes stratégies (autonomie, alliance avec le Front de Gauche, avec le Parti Socialiste, rassemblement citoyen...). Chacune de ces stratégies avait le même but : faire avancer le projet écologiste dans les urnes, les institutions et les esprits. Elles ont permis de mener une campagne sur les territoires et de renforcer notre ancrage local.

Qu'il s'agisse d'aider les entreprises à s'adapter et à créer les emplois de demain, à former de jeunes apprentis à ces emplois, de construire des villes durables ou de redonner du souffle à l'engagement citoyen, une question transversale nous permettra d'illustrer les bienfaits de l'écologie et d'une Région en transition : la lutte contre le dérèglement climatique. En 2015, avec la COP21, nous placerons cette question au cœur de notre projet afin de convaincre que l'écologie des grands sommets internationaux est aussi l'écologie du quotidien.

Notre démarche se veut citoyenne et propositionnelle. Nous sommes résolument opposés aux velléités de la droite. Nous sommes debout face à l'extrémisme et la montée du Front National. Nous ne sommes pas là pour faire valoir ni de l'opposition de gauche, ni du social-libéralisme.

Pour présenter dès le premier tour un projet centré sur l'écologie, pour gagner la région et changer l'Ile-de-France, nous appelons au rassemblement de toutes les forces vives

qui partagent les valeurs de l'écologie, de justice sociale, d'égalité des droits, rejettent la réduction systématique des dépenses publiques, s'opposent aux grands projets inutiles, appellent de leurs vœux un renouvellement démocratique et partagent l'ambition d'améliorer la qualité de vie sans attendre un hypothétique retour de la croissance.

Pour cela, il faut une organisation interne responsable, à l'écoute, active et bienveillante : Nous proposerons d'organiser dans les départements des forums participatifs, avec des ateliers thématiques, ouverts à la société civile et aux acteurs de terrain, pour une co-élaboration du projet régional. En septembre, un forum régional ouvert permettra de développer ce dialogue et de faire converger les attentes venantes territoires.

Se donner les moyens d'agir, c'est se fixer ensemble quatre objectifs :

Permettre de militer comme on l'entend

EELV a vocation à rassembler largement toutes les personnes qui souhaitent agir à leur niveau pour faire avancer le projet écologiste. Bien évidemment nous devons nous appuyer sur les militant/es, mais nous devons tendre la main aux personnes qui souhaitent s'investir différemment en adhérant simplement, en rejoignant les coopérateurs auxquels nous devons offrir une place dans notre fonctionnement. Nous prendrons en compte tous les types d'engagement, du simple don à l'engagement dans un groupe local ou une commission thématique. Nous devons offrir une palette d'engagements et, en renforçant nos moyens financiers, renforcer nos moyens d'agir.

Mettre le collectif au service des groupes locaux

Pour réussir à porter l'écologie en cette année d'élection, nous devons renforcer encore nos moyens d'agir. Les groupes locaux sont la base de notre mouvement. Ils sont le lieu d'accueil des adhérents, leur premier lieu d'action. Nous devons soutenir leurs responsables et les accompagner pour les rendre plus forts, plus efficaces. Des formations à l'accueil, à l'expression publique, à la rédaction d'un tract, à la gestion d'un site... doivent être organisées plus régulièrement. Les forums régionaux se sont avérés d'intéressants moments d'échange et de formation : nous devons en poursuivre l'organisation régulière.

Travailler en lien avec nos élu/es

Les relations entre les instances régionales du parti et les élu/es doivent être entretenues avec attention, dans une relation de confiance et d'exigence. Le CPR d'Ile-de-France permettra ainsi aux élu-es de rendre compte auprès des militant-es de leur action en organisant des temps d'échange réguliers. Cela permettra en outre de construire une culture commune et de partager les objectifs politiques à atteindre. En retour, le CPR valorisera dans la société le rôle des élu-es en mettant en avant le travail des transitions des politiques publiques pour mieux vivre en Ile-de-France. Mais cette relation ne doit pas se réduire à ce type d'aller-retour. Les instances régionales d'EELV sont des espaces politiques qui seront amenés à prendre des positions politiques tout azimut. Il paraît en ce sens important de renforcer l'effort de politisation de cette instance, qui ne peut se réduire à son rôle de gestion administrative.

Militer ensemble, avec le sourire

L'engagement politique n'est ni une carrière, ni un sacrifice. Il s'inscrit dans des parcours personnels et représente pour beaucoup d'entre nous un moyen d'épanouissement personnel. Nous devons tout faire pour que cet engagement soit le plus plaisant possible. Il est doublement important de donner de soi pour l'intérêt général et de le faire dans la joie et la bonne humeur. A l'instar de nos journées d'été nationales, nous proposons d'organiser au printemps, une rencontre annuelle festive et réflexive : des « Journées de Printemps » franciliennes pour un moment privilégié de rencontres avec militants, élus et acteurs de terrain.

2016 sera une année de transition, a priori sans élection. Ce doit être l'occasion de mener des campagnes thématiques ou sur les territoires menacés par des grands projets inutiles imposés.

**Sans jeu de posture contestataire,
sans complaisance, place à l'écologie
des solutions pour une Ile-de-France
citoyenne, écologiste et solidaire !**



PREMIER/ES SIGNATAIRES DE LA MOTION D'ORIENTATION **ESPOIR ET RESPONSABILITÉ POUR L'ÉCOLOGIE EN ILE-DE-FRANCE**

AARSSE Rodéric (92), AUDOUIN Laurent (75), AUGER Suzanne (92), BALDIT Maxime (92), BARTHELEMY Gilles (93), BASTY Marius (75), BEAUMERT Pierre (75), BEKKAYE Djamila (93), BEKKOUCHE Ouassini (77), BELLIARD David (75), BENTAHAR Fatima (93), BENTAHAR Kader (93), BERNARD Natacha (77), BERTHOU Aurélien (93), BOCK Michel (78), BOUZENOUNE Tewfik (75), CANDELIER Catherine (92), CARRE Claire (75), CHARRIERES Jeanne (95), CHEBAB Meriem (77), CONORT Antoine (75), CONTASSOT Yves (75), COSSE Emmanuelle (75), DENIS Frédérique (93), DIGARD Marie-Pierre (91), DI GIUSTO Marco (75), DUFLOT Cécile (75), DUMESNIL Jean-Luc (75), DUPART Yvon (77), DURAND Guillaume (75), ERDOGDU Hazal (93), ESPARGILIERE Juliette (95), ESTROUMSA Léon (75), FRANCOIS Bastien (75), FRUMENTO Vittorio (95), GAMBIER Jean-Michel (77), GROVER Claire (75), GUENIN Jacqueline (75), GUERY Florence (75), GUICHET Claire (75), HERRATI Nadine (94), JOMIER Bernard (75), JOURDAN Pierre (94), KAMZA Séraphine (91), KEITA Mamadou (93), KERAMANE Nabila (78), LAFFON Sarah (75), LARGOUET Audrey (75), LE DUC Jean-Patrick (91), LEJEUNE Pascale (94), LE NAOUR Loïc (92), LEROY Bruno (75), MAISONNEUVE Brigitte (77), MALOUVRIER Alexandre (75), MESSIER Maxime (92), METAIRIE Christian (94), MICHEL Agnès (75), MIRAMONT Yves (93), MONOD Claire (75), MOREL Hervé (75), MOSMANT Daniel (93), NAVIAUX Catherine (92), NIAKATE Aminata (94), PELELLA Dominique (75), PELHUCHE Antoine (94), PELISSIER-COMBESURE Florence (75), PICARD Jacques (91), PILARTZ Andréas (75), PINTO Henrique (91), PROKOPIEV Alexis (93), RANSAY Christiane (94), RANSAY Julien (94), RAPINEL Loeiz (95), REGOL Sandra (75), REMY Charles (75), RENARD Sophie (78), RIBET Christophe (94), RIMBERT Jean-François (91), RITTER Fred (92), ROLLAND Franck (77), ROCHWERG Christiane (95), RUFET Corinne (75), SATOURI Mounir (78), SAUMIER Adrien (75), SCHUMANN Gérold (95), SEBAIHI Sabrina (94), SERNE Pierre (94), SITBON-GOMES Stéphane (75), SOREL Jonathan (75), SOTTO Isabelle (92), SOULABAILLE François (75), SZULZYNGER Olivier (75), THEBAULT Eric (75), VESVRE Pascal (77), ZABUS Pascal (78)...

MOTION D'ORIENTATION D

Pour une écologie citoyenne et inclusive

Nous, adhérents d'EELV, convaincus que l'écologie doit réunir, et composant une équipe aux sensibilités diverses, présentons aux adhérents d'EELV un projet pour guider l'action du futur Conseil Politique Régional (CPR) et du bureau exécutif qui en sera issu. Nous souhaitons une équipe nouvelle et investie au service et à l'écoute des adhérents.

Les élections départementales de mars 2015 ont montré la défiance de nos concitoyens envers les politiques, qui souvent ne donnent pas l'impression de défendre les politiques publiques pour lesquelles ils ont été élus et qui se contenteraient de percevoir des indemnités.

Il est essentiel de mettre en œuvre des pratiques transparentes pour redonner confiance aux citoyens tout en les impliquant dans les choix des actions publiques.

Il est tout aussi important de favoriser les initiatives citoyennes et collaboratives pour la mise en place d'une écologie de la proximité et de l'intérêt général adaptée à la diversité des territoires. La participation et l'inclusion des citoyens sont les garants de pratiques plus démocratiques et éthiques.

Sortons le parti de la logique d'exclusion actuelle : tous les militants sont indispensables.

Pour nous, l'urgence écologique et la nécessité d'un changement de modèle de développement sont des évidences. Construisons notre projet de façon autonome et solidaire, rassemblés dans un parti à la gouvernance transparente et démocratique. Comme l'ont réussi hier les fondateurs d'Europe Ecologie, Daniel Cohn-Bendit et José Bové et bien d'autres, recommençons à fédérer les écologistes, de la gauche de la gauche jusqu'au centre, (et même de nulle part).

Un parti écologiste ouvert à tous les écologistes

Pour réussir le pari d'une région inclusive, d'une région en transition au-delà du Grand Paris, il faut conserver l'objectif du rassemblement.

Avec 51 conseillers régionaux, le rassemblement Europe Écologie de 2010 a été représenté par des acteurs de la société civile et des associatifs. Leurs noms, leurs combats sont dans nos mémoires. Cette réussite des écologistes doit tout à l'ouverture.

Mais le rôle de l'instance régionale d'EELV n'est pas que de soutenir la politique de ses élus. En dialogue avec eux elle doit promouvoir les choix écologistes dans les politiques régionales.

Il faut soutenir en Île-de-France une politique de défense des terres agricoles, naturelles et forestières contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. La région s'alimente de produits venus du bout du monde au moyen de

transports énergivores. Le conseil régional d'EELV doit être l'instance qui rappelle aux élus la nécessité d'une agriculture paysanne et de la conversion au bio, qui donne aux agriculteurs des moyens de subsistance en reconquérant les grandes cultures exportatrices. Bilan du Conseil régional : 1 agriculteur bio s'installe chaque mois en Ile-de-France, soyons plus ambitieux !

L'IDF est composée de territoires socialement disparates. Les inégalités se creusent sous l'effet de la mondialisation. Le CPR doit veiller à l'équité entre territoires. Sur toutes les politiques régionales, nous devons choisir le critère de l'écologie.

Nous proposons que le CPR :

- assure le suivi des propositions des motions de congrès et des programmes électoraux en créant une commission de suivi ;
- soutienne les actions des groupes locaux en créant au sein du BER un poste de responsable de la coordination des groupes, en charge de la diffusion des agendas. Par exemple, création d'un compte numérique pour chaque adhérent avec login, directement depuis le site eelv.fr ;
- crée une commission chargée de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- crée une commission chargée de la condition et du bien-être animal.

Pour un parti écologiste crédible et responsable, qui gagne la confiance

Le conflit d'intérêts génère la défiance des citoyens envers les partis et leurs représentants. La suspicion se porte sur les élus et leurs familles par la pratique du népotisme, la transformation des collaborateurs-trices, des salariés des organismes subventionnés associés au parti et à ses prestataires, en une clientèle d'affidés pour lesquels les nouveaux adhérents sont des concurrents.

Les écologistes doivent se positionner comme un parti aux candidats et aux élus irréprochables.

Cette prise de responsabilité doit aussi reposer sur le fonctionnement du parti écologiste. Ainsi, il faut renouveler les instances du parti et réaffirmer le principe de la proportionnelle, à commencer par les groupes locaux pour permettre à la diversité politique, sociale, culturelle et ethnique de s'exprimer.

La pratique actuelle du scénario, pour la sélection des candidats aux élections et la confection des listes, est une dérive qui accompagne la prise en main de notre parti par des apparatchiks, véritable bureaucratie interne au parti. Celles et ceux qui deviennent majoritaires dans ces

conditions éliminent les minoritaires des places éligibles. C'est le respect du vote et de la diversité des adhérentEs qui est en jeu. Prohibons le cumul permanent politique et des responsabilités.

Au niveau régional d'EELV, la transparence est d'autant plus indispensable qu'il n'y a pas d'instance supérieure qui se substitue à la commission régionale électorale (CRE), non constituée lors du dernier CPR. Les places d'ouverture ne doivent pas être attribuées, au détriment des minorités et des minoritaires, aux amiEs et collaborateurs d'une majorité du CPR.

Une relecture des statuts d'EELV s'avère indispensable : difficilement interprétables et parfois contradictoires, ils laissent penser que des contournements sont possibles.

Pour une implication à la carte mais simplifiée des adhérents.

Si l'implication dans le parti est une question de choix de chaque adhérente et adhérent, tous doivent être destinataires des informations. Il faut assurer une égale diffusion de l'information et l'équité dans le partage des moyens.

Nous proposons que le CPR :

- mette en place un plan de développement et de fidélisation des adhésions qui repose sur les groupes locaux ;
- crée des formations afin que chaque adhérentE puisse connaître statuts et règles ;
- crée une commission de prévention du conflit d'intérêts sur le modèle de celles contre la corruption ;
- améliore la gouvernance interne par diffusion de comptes rendus réguliers du BER (sur le compte numérique de l'adhérentE) et veille au respect des règles de fonctionnement avec la possibilité pour tout adhérent de demander des explications en cas de dysfonctionnement ;
- fasse en sorte que toutes et tous reçoivent les informations et organise mieux la relation entre éluEs, territoires et adhérentEs par création d'un compte numérique personnel contenant des informations hiérarchisées, afin d'éviter la désorganisation et l'opacité dont les bureaucrates tirent grand parti ; mette à jour les coordonnées de tous les adhérentEs ;
- optimise la gestion des moyens financiers des groupes locaux par mutualisation de moyens (agence de communication, webmaster, ...) et l'établissement de leur budget avec les trésoriers départementaux ;
- organise des primaires pour les désignations externes à l'instar de celles de la présidentielle, auxquelles les coopérateurs puissent voter ;

- permette que chaque adhérentE connaisse les membres de son groupe local, et qu'une consultation soit menée pour étendre la mesure au département et à la région.

EELV, un parti attentif à représenter toutes et tous les Franciliens

L'Ile-de-France est une terre d'accueil. Cette réalité sociale ne se reflète pas dans nos instances politiques. Nous ne devons pas demeurer dans l'entre soi. Un parti écologiste ne peut avoir des instances qui ne représentent ni les minorités ni les laissés-pour-compte du capitalisme.

Devenons le parti du grand rassemblement. Un parti pluriel où toutes les voix de la diversité soient accueillies et s'expriment. Malgré 2 600 adhérents en 2014, nous sommes aujourd'hui un parti d'éluEs et de collaborateurEs, le BER sortant n'a pas été capable de susciter des listes dans chaque ville d'IDF aux municipales.

Les nouveaux / nouvelles adhérentEs doivent mieux et plus vite être accueillis. Le décalage actuel entre l'adhésion et sa validation (jusqu'à deux mois...) n'est pas cohérent avec les moyens actuels.

Nous proposons que le CPR :

- siège au moins une fois dans chaque département francilien par mandature ;
- développe les initiatives participatives avec les Franciliens autour des événements nationaux et internationaux (transports, logements, COP21, Jeux olympiques) ;
- organise une fois par an un forum avec la société civile ;
- organise un service de livraison des matériaux de campagne (1 à 2 dépôts par département) ;
- organise un service mutualisé de covoiturage (sur le compte personnel adhérent) pour l'agenda interne et externe.

Enfin, nous devons engager avec les conseils départementaux une réflexion sur les conséquences de la mise en place du Grand Paris sur notre fonctionnement interne.

Construisons démocratiquement avec les citoyens une écologie des solutions dans le respect et l'inclusion des minorités et des minoritaires.



PREMIER/ES SIGNATAIRES DE LA MOTION D'ORIENTATION POUR UNE ECOLOGIE CITOYENNE ET INCLUSIVE

RAFY ABDOUL (95), FATIMA AOUTIA (75), JEAN CHAGNY (94), DAVID AUERBACH-CHIFFRIN (75), LAURENCE BARANGER GRAFFIN (75), FRANCOIS BAUDOT (75), THIABA BRUNI(94), LAURENT BRUNI(94), CLAUDE CHAPRON (75), ROSE DE LA FUENTE (77), PASCALE DE LA LOGE (75), FREDERIQUE DECHELETTE (75), LINE DEWEULF (75), MARIE-AMELIE DUTREY (75), JORAH FERRAH (75), LOUIS JOUVE (75), XAVIER KNOWLES (75), ANNE KUBLER (75), CATHERINE LECHENY, ESZTER LAFFITTE-GYULAI (78), OLIVIER LAFOND (75), BRUNO LANCIEN (75), MARIE LANTIER-FALQUE-PIERROTIN (75), ERIC LEROUX (75), SIMON LETELLIER (75), LUIS LOBATO-VALENTIN (75), ALAIN LORTAL (92), FRÉDÉRIC MAINTENANT (75), SABRI MEKRI (94), KARINE MEREL (77), NAVAZ MOUHADAMALY (95), THANH-TIN NGUYEN (95), ROMANA NGUYEN (95), HOCINE OUMARI (77), SCARLETT PAJEO (75), DIDIER PARIZOT(75), MANUEL PERDIZ (75), ALAIN PREMOLI (75), WARDA SADOUDI (94), FREDERIC SARKIS (92), THIERRY SCHAFFAUSER (75), PHILIPPE STANISIERE (75), ANTOINE VALABREGUE (75), DENIS VÈNE (75)

MOTION PONCTUELLE

Application de la Proportionnelle pour la désignation de la suite de liste des candidat.e.s aux Régionales d'Île-de-France

Lors des élections régionales d'Île-de-France, les conseillers régionaux sont élu.e.s par des scrutins de liste. Le respect de la Proportionnelle fait partie des fondamentaux d'EELV. Elle est définie dans les statuts et le RI d'EELV.

Rappel des dispositions statutaires - articles III-2-1 et III-2-2 du Règlement intérieur EELV

III-2-1 Désignation de candidat/es dans le cadre de scrutins de listes

Pour déterminer les candidat/es à une élection externe nécessitant la constitution d'une liste, le mode de scrutin utilisé pour déterminer les personnes retenues et leur ordre de présence sur la liste est le scrutin proportionnel de liste. Chaque liste de candidat/es à la candidature est paritaire et présentée de manière ordonnancée.

Chaque personne votant a de surcroît la possibilité de modifier l'ordonnancement des candidat/es de la liste pour laquelle elle vote, en conservant strictement l'alternance homme / femme, mais il est possible de modifier le genre de la tête de liste. Le nom des personnes présentes sur la liste finale, et issues de chaque liste initiale, sera déterminé suivant l'ordonnancement choisi par les électeurs/trices de chaque liste. Si un bulletin est déclaré nul en raison d'une erreur dans le choix d'ordonnancement, il n'est pas pris en compte pour l'ordonnancement mais est toutefois attribué à la liste concernée. La détermination de l'ordonnancement se fait par attribution de points aux candidat/es. La première personne d'une liste a autant de points que de noms figurant sur la liste, la deuxième un de moins, etc. La personne totalisant le plus grand nombre de points est donc désignée tête de liste puis les candidat/es alternent en fonction des genres et de la décroissance du total de points.

III-2-2 Proportionnelle

Les instances concernées décident si elles préfèrent calculer le nombre d'élu/es par la méthode de la plus forte moyenne (règle d'Hondt) ou du plus fort reste. Quelle que soit la méthode retenue, il doit être appliqué une règle d'ordonnancement permettant de respecter la parité. Tous les noms de la liste choisie devront être mentionnés et ordonnancés.

Motion

- Pour la désignation des candidat.e.s aux régionales, les modalités de désignation respecteront la proportionnelle intégrale sur l'ensemble de la région sauf pour la tête de liste déjà élue.
- Le mode de désignation se calque donc sur le modèle du premier tour de l'élection régionale.
- La désignation par scénarios ne sera plus utilisée.
- Les listes doivent comprendre au minimum deux personnes paritaires par département et au maximum, le nombre de conseillers à élire dans la région.
- Les listes doivent être paritaires.
- Lors de la désignation, l'ordonnancement de la liste doit prendre en compte les résultats et il ne peut bouger au maximum que d'une place pour respecter la parité.
- Proportionnelle par appel prioritaire avec la possibilité de passer son tour
- Annule et remplace la disposition pour la suite de liste votée par le CPR concernant l'actuelle désignation des régionales.

PORTEURS : Philippe Stanisière, Thierry Schaffauser, Marie-Amélie Dutrey



SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE APPLICATION DE LA PROPORTIONNELLE POUR LA DÉSIGNATION DE LA SUITE DE LISTE DES CANDIDAT.E.S AUX RÉGIONALES D'ÎLE-DE-FRANCE :

FATIMA AOUTIA (75), DAVID AUERBACH-CHIFFRIN (75), LAURENCE BARANGER GRAFFIN (75), FRANCOIS BAUDOT (75), THIABA BRUNI(94), LAURENT BRUNI(94), CLAUDE CHAPRON (75), ROSE DE LA FUENTE (77), PASCALE DE LA LOGE (75), FREDERIQUE DECHELETTE (75), LINE DEWEULF (75), MARIE-AMELIE DUTREY (75), JORAH FERRAH (75), LOUIS JOUVE (75), XAVIER KNOWLES (75), ANNE KUBLER (75), CATHERINE LACHENY (75), ESZTER LAFFITTE-GYULAI (78), OLIVIER LAFOND (75), BRUNO LANCIEN (75), MARIE LANTIER-FALQUE-PIERROTIN (75), ERIC LEROUX (75), SIMON LETELLIER (75), LUIS LOBATO-VALENTIN (75), FRÉDÉRIC MAINTENANT (75), NAVAZ MOUHADAMALY (95), THANH-TIN NGUYEN (95), ROMANA NGUYEN (95), SCARLETT PAJEO (75), DIDIER PARIZOT(75), MANUEL PERDIZ (75), FREDERIC SARKIS (92), THIERRY SCHAFFAUSER (75), PHILIPPE STANISIERE (75), DENIS VÈNE (75).



LILLE

JOURNÉES D'ÉTÉ DES ÉCOLOGISTES

20-21-22 AOÛT 2015

Les journées d'été 2015
approchent : inscrivez-vous et
réservez dès maintenant !

jde.eelv.fr